Afrology.com
Afrique en développement

Afrology

L'Afrique en développement…

Bulletin mensuel d'information Afrology News n° 08 / Avril 2006

Editorial

Bénin: La douce rupture

Une rupture douce est nécessaire avec les pratiques politiciennes qui ne promeuvent que le statu quo en Afrique. Les Béninois semblent avoir été parmi les premiers à l'avoir compris.

Une bouffée d'air "démocratiquement" frais a été apportée par l'élection présidentielle béninoise du 19 mars avec la victoire d'un candidat indépendant et neuf : Dr. Boni Yayi, ex-Président de la Banque ouest africaine de développement. Les Béninois viennent de donner une leçon de démocratie à toute l'Afrique tout en faisant leur profession de foi démocratique.

Nul ne dira plus au Bénin que les Béninois ne sont pas mûrs pour la démocratie… Ils viennent de démontrer comment, en toute discrétion, ils ont su :

- rejeter une certaine arrogance de l'ex-Président Nicéphore Soglo,
- passer l'éponge sur les multiples maladresses de gestion stratégique du Président Mathieu Kérékou qui représentait malgré tout la gestion traditionaliste de la politique en Afrique caractérisée par la gestion du statu quo,
- stopper net l'essor d'Adrien Houngbédji considéré par beaucoup comme un candidat téléguidé de l'extérieur,
- réconcilier les trois perdants du premier tour (Bruno Amoussou, Léhadi Soglo et Antoine Idji Kolawolé) avec le nouveau Président du Bénin…

Cette forme nouvelle d'alliances et de partage du pouvoir ne peut que donner des résultats à la hauteur d'une nouvelle génération de dirigeants libres d'arbitrer d'abord en fonction des intérêts de leur peuple et non en fonction des intérêts des dirigeants et de leur entourage.

Les Béninois ont choisi l'humilité de celui qui a promis que les choses allaient changer s'il venait aux commandes. Oui, Dr. Yayi est différent. C'est la nouvelle génération qui se rappelle d'où elle est née (le père du nouveau Président du Bénin était agriculteur) et souhaite améliorer le sort du monde agricole au même titre que celui de toute la population. La recette du peuple béninois est simple : mettre en avant des gens neufs, indépendants, dotés d'une éthique et d'une compétence au service du peuple.

Il faut espérer que cette approche sera contagieuse dans la sous-région, et demain en Afrique. Personne ne peut oublier de saluer la dignité du Président Mathieu Kérékou lequel a su s'éclipser discrètement. Ce service rendu à la nation et au peuple béninois mérite un *"standing ovation"* et devrait servir d'étude de cas dans les enceintes de l'Union africaine et du NEPAD lorsqu'il s'agit de procéder à l'évaluation entre *"pairs africains"*.

Yves Ekoué Amaïzo

Aide: Une coalition de centaines d'ONG européennes accuse, dans un rapport publié ce lundi à Bruxelles, certains pays européens de *"gonfler artificiellement"* leur niveau d'aide publique au développement.

Une compagnie aérienne ouest-africaine: L'Afrique de l'ouest pourrait créer une nouvelle régionale dès 2007, afin de remplacer l'ex-transporteur Air Afrique

P.3 - Nouvelle coopération Chine/Afrique…

SOMMAIRE

Éditorial

I	Biographie Yayi Boni	2
II	Chômage des jeunes	2
III	Migrations africaines	2
IV	Chine/Afrique	3
V	Le raï s'émancipe	4
VI	Pénurie agents de santé en Afrique	5
VII	Littérature féminine	5
VIII	La chine, le nouveau chantage	6
IX	France: Le soutien à Deby	8
X	L'Afrique en chiffres	8

Annonces - Liens

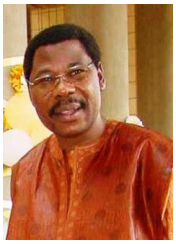
AVRIL 2006
Afrology

Afrology Think Tank du continent africain…

Afrology: une plateforme de réflexion et d'analyse des approches de solution pour sortir l'Afrique du sous-développement.

Image du mois

Bénin : Yayi Boni...



Thomas Yayi Boni

Né en 1952 à Tchaourou au Bénin, Thomas Yayi Boni est un économiste et homme politique béninois. Il rentrera en fonction le 6 avril en tant que chef d'État du pays.

Biographie

Yayi Boni est né en 1952 à Tchaourou dans le nord du pays dans une famille musulmane mais il s'est converti au protestantisme. Il appartient à trois ethnies influentes du Bénin, Nago (de la famille Yorouba) par son père, Peul et Bariba du côté de sa mère.

Il est docteur en économie, diplômé de l'université de Paris IX Dauphine. Il fut conseiller technique aux affaires monétaires et bancaires, sous la présidence de Soglo, de 1991 à 1996, avant d'être nommé président de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) en décembre 1994 jusqu'en février 2006 suite à sa démission pour se présenter aux élections présidentielles.

Marié et père de cinq enfants, il est un candidat indépendant soutenu par une coalition de mouvements et de petits partis politiques. Son slogan était "Ça peut changer ! Ça doit changer ! Ça va changer !". Le 5 mars, il arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 35,60%. Le 19 mars, lors du second tour il remporte l'élection avec 74,51% face à Adrien Houngbédji. En l'absence de parti, il a su rallier à sa cause des personnalités respectées dans le pays telles qu'Albert Tevoedjré, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU ou l'ex-chef d'Etat Émile Zinsou.

Son score élevé au second tour peut s'expliquer par le rejet populaire du système Kérékou, dont Adrien Houngbedji avait été le ministre, et l'affairisme qu'il avait développé. En plus d'une bonne gouvernance, Boni déclare vouloir agir sur le développement du secteur privé *("faire du Bénin le Hong-Kong de l'Afrique"*), sur la scolarisation des filles, ou encore sur la réhabilitation de l'agriculture.

Presse

L'Afrique minée par le chômage des jeunes

Les trois quarts des Africains de l'Ouest sont âgés de moins de 30 ans et jusqu'à 80% se trouvent au chômage, surtout dans les pays en guerre ou émergeant d'un conflit comme le Liberia et la Sierra Leone, a déclaré vendredi l'envoyé spécial de l'ONU dans la région.

Or *"le chômage alimente la violence et la violence alimente le chômage"*, a souligné Ahmedou Ould-Abdallah lors d'une conférence de presse aux Nations unies. Les nombreuses tentatives de clandestins de s'introduire dans les enclaves espagnole de Melilla et Ceuta dans le nord du Maroc pour passer en Europe illustrent la détérioration de la situation dans la région.

M. Ould-Abdallah, qui prépare actuellement une conférence sur le fort taux de chômage en Afrique de l'Ouest, estime que les États sont de plus en plus conscients *"de l'importance de considérer le problème affligeant les jeunes comme une menace à leur stabilité"*. Les gouvernements ne peuvent toutefois être les seuls pourvoyeurs d'emploi, a-t-il rappelé, souhaitant que les entrepreneurs locaux mettent eux aussi la main à la pâte, de même que les investisseurs internationaux à leur suite.

La Chine et les Émirats Arabes Unis sont à l'heure actuelle les principaux acteurs dans la région économique, selon M. Ould-Abdallah, les États-unis et l'Europe ayant perdu de leur influence ces cinq à dix dernières années.

Les 16 pays ouest-africains comptent 300 millions d'habitants dont la moitié ont moins de 20 ans et les trois quarts moins de 30 ans. "Très souvent, le chômage atteint les 80%, surtout dans les pays en guerre ou qui en sortent, comme le Liberia et le Sierra Leone", dit-il.

Un rapport de l'ONU publié en décembre a souligné l'effet néfaste du chômage en Afrique sur le développement et la pauvreté. Un autre rapport publié le même mois et intitulé *"Le Chômage chez les jeunes et les problèmes régionaux de sécurité"*, prévoit que la population de l'Afrique de l'Ouest atteindra 430 millions d'habitants en 2020. Un tel scénario accentuerait la pression sur les terres et les villes.

Afrology Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur http://www.afrology.com

"De plus en plus de jeunes des régions rurales partent vers les villes, ce qui crée un problème. Au lieu d'être vus comme facteur de développement et d'espoir, les jeunes sont vus comme une menace", déplore Ahmedou Ould-Abdallah.

Les difficultés rencontrées par les jeunes ne menacent pas seulement la paix et la stabilité de l'Afrique de l'Ouest, prévient l'émissaire de l'ONU, mais du monde entier puisque *"tout le monde tente de gagner l'Europe (...) ou l'Amérique".*

Source: Presse Canadienne

Migration: des experts africains réunis à Alger

Une réunion d'experts africains sur la migration s'est ouverte, le 3 avril 2006 à Alger, en présence du président de la commission de l'Union Africaine (UA), Alpha Oumar Konaré. Les premiers intervenants ont souligné la dimension écrasante du phénomène en Afrique, et mis en cause l'*"immigration sélective"* pratiquée par les pays développés.

L'ordre du jour de cette réunion de trois jours s'articule autour de deux thèmes: "Migration et développement", et *"Position africaine commune sur la migration et le développement".*

Ouvrant la rencontre, le ministre algérien des affaires étrangères Mohammed Bedjaoui a souligné le "grand défi" que pose à l'Afrique la question de la migration, "qu'elle soit légale ou clandestine". *"Beaucoup, si ce n'est l'écrasante majorité, de nos pays sont devenus des pays d'origine, de transit ou de destination de migrations et sont confrontés ainsi directement aux multiples problèmes humains, économiques, sociaux et sécuritaires engendrés par ces situations",* a-t-il ajouté.

L'Afrique est "la plus touchée" des régions du monde, avec *"près de 17 millions de migrants africains sur le continent, soit 2% de la population totale",* a ajouté Mohammed Bedjaoui, estimant qu'ils pourraient être "plus nombreux encore" dans les vingt ans à venir.

Selon lui, *"un Africain sur dix sera un migrant en 2025 si la tendance actuelle se maintient".* Alors qu'à l'horizon 2050, *"un habitant sur cinq dans le monde sera originaire de cette terre".*

Au-delà de l'émotion autour de la question, il convient de faire des propositions concrètes et poser le vrai problème de l'organisation de la diaspora africaine. L'Afrique doit inventer et mettre en place son modèle de société en exil à l'instar des juifs, des asiatiques et des libanais. L'exil des chinois n'a jamais posé de problème au continent asiatique. La migration peut constituer une force si elle est judicieusement canalisée.

La rédaction

ÉCONOMIE

Pour une nouvelle coopération Afrique-Chine : Des erreurs à ne plus reproduire.

Introduction : renouveler l'esprit de Bandung ?

Le 22 avril 2005, lors du sommet Asie-Afrique rappelant les 45 ans de la Conférence de Bandung, le Président chinois Hu Jintao a annoncé la *"construction d'un nouveau type de partenariat stratégique Asie-Afrique à long terme, stable et substantiel, qui réponde aux changements du temps"* : la solidarité politique, la coopération économique et les relations culturelles forment la base d'une nouvelle approche reposant sur l'esprit de Bandung, sur la paix et la coexistence pacifique par des dialogues fréquents et approfondis. Il est question de rechercher ce qui rassemble ou ce que les deux continents ont en commun en mettant de côté les différences. Sur le plan économique, il faut rechercher les approches facilitant des partenariats complémentaires afin de soutenir des approches *"gagnant- gagnant"*.

Afrique : vendre ses matières premières sans les transformer?

Sans passé colonial en Afrique et après d'âpres luttes pour organiser son auto-détermination, la Chine populaire marque des points sur tous les plans sur le continent : coopération au plan international, commerce, accès aux matières premières, échanges entre gouvernement locaux, entrée en force de la Chine dans le capital des banques africaines, assistance financière et économique, coopération dans l'éducation, la science, la culture, la santé, paix et sécurité, approfondissement du forum Chine-Afrique lancé en 2000, coopération agricole, tourisme et contrôle des espaces, relation privilégiée avec les dirigeants africains. Cette véritable offensive économique et diplomatique de la Chine en Afrique n'est plus une option, c'est une obligation pour la Chine qui souhaite promouvoir une politique différente axée officiellement sur une approche "win-win" ou "gagnant-gagnant". S'il est rare d'entendre parler de démocratie, de droits de l'homme, d'égalité entre les citoyens, d'immigration, de racisme sino-africain, de conditionnalités pour accéder à une coopération avec la Chine, il est en revanche facile de comprendre qu'il est question de pénétration d'un marché où des pré-carrés occidentaux risquent de s'amoindrir pour ne pas dire disparaître à terme. Derrière les déclarations de coexistence pacifique et de partenariats complémentaires, la Chine tisse sa toile "aspirateur" des ressources africaines.

Arrêter de rêver à un *"futur lumineux"* et poser les préalables à son émergence

Le Président chinois a intitulé son discours prononcé lors du 45e anniversaire de la conférence de Bandung à Jakarta, en Indonésie en 2005 : "Du passé glorieux à un futur lumineux : construire un nouveau type de partenariat stratégique entre l'Asie et l'Afrique". Il faut croire qu'il ne doutait pas un instant que les objectifs des dirigeants africains avaient la même profondeur en termes de développement socio-économique que ceux de la Chine. Il faut croire aussi que les termes flatteurs sont pris très au sérieux par les dirigeants africains. La réalité africaine est bien moins lumineuse. L'Afrique n'a aucune chance d'émerger au 21e siècle si les dirigeants africains ne prennent pas conscience des nouvelles opportunités se profilant à l'horizon avec des nouveaux partenaires comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du sud qui n'ont pas pour politique affichée, une coopération qui appauvrit l'une des parties.

Depuis 1963, lorsque l'ex-Président ghanéen Kwame N'Krumah a lancé le rêve panafricaniste, rien de fondamental ne s'est produit sur le plan des approches stratégiques dans les relations du continent avec le monde extérieur. En effet, malgré des progrès ici et là sur le plan démocratique et des droits de l'homme, globalement les relations économiques et commerciales sont caractérisées par la fragmentation des approches, les négociations en catimini avec l'extérieur pour ne gérer que des intérêts purement nationaux, quand ceux-ci en sont pas tout simplement ethniques. Les dirigeants africains n'ont pas encore donné les moyens à l'Union africaine et au NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) de positionner l'Afrique sur un plan collectif. Non, malheureusement, les ambitions égoïstement nationalistes, voire claniques, sont encore trop fréquentes et gênent particulièrement l'émergence des Africains pris collectivement et le rayonnement de l'Afrique.

Dans un monde globalisé et interdépendant, toute action basée sur l'intérêt national aux dépens de l'intérêt régional voire continental, se paye à terme. La Côte d'ivoire en est l'illustration la plus criarde. La politique des anciennes équipes dirigeantes reléguant l'intégration régionale et continentale en priorité seconde a finalement bloqué le rayonnement tant attendu de la Côte d'Ivoire, terre d'accueil pour les pays voisins, sans pour autant faire office de contrepoids au géant Nigeria. Bref, il n'est plus question de continuer à feindre d'organiser la CEDEAO ou l'UEMOA si les transferts de pouvoir ne se font pas effectivement vers les institutions supranationales. Une rupture douce est nécessaire. Les Béninois semblent avoir été parmi les premiers à l'avoir compris.

Il est fortement recommandé de ne plus renouveler les erreurs du passé en diversifiant les relations et la coopération vers les pays émergents. Non seulement la diversification est nécessaire pour obtenir plus de qualité dans les relations Afrique-monde occidental, mais la nouvelle concurrence offerte par les Chinois, la simplicité dans les négociations, le dynamisme des Chinois sur place en Afrique, l'espace de liberté qu'offre l'Afrique en comparaison avec la Chine sont quelques unes des motivations qui expliquent pourquoi l'Afrique risque d'être une destination prioritaire pour beaucoup de Chinois dans les années à venir.

Si l'espace national est trop étroit, alors comme le suggèrent fortement l'Union africaine et le NEPAD, il importe de s'organiser au moins sur des bases régionale et continentale. Comment peut-on encore accepter que des ressources soient identifiées et exportées hors de l'Afrique pour être transformées ailleurs et reviennent sous forme de biens manufacturés… Comment peut-on accepter que des stades de football, des palais des congrès, des palais présidentiels ou des ponts sont construits sans aucun transfert de savoir-faire aux populations locales… ?

Suite Page 7

OHADA.com

Afrology.com Afrique en développement

Le raï, s'universalise...

Le raï est "l'expression par excellence" de la culture populaire

IFRANE (MAP) - Le raï est "l'expression par excellence" de la culture populaire, a indiqué M. Belkacem Boumediene, enseignant à l'université de Mascara (Algérie), précisant que cette chanson était considérée comme une sorte de marchandise artistique et une version dégradée de l'art authentique.

Intervenant le 7avril à Ifrane dans le cadre de la 4ème conférence internationale sur la culture populaire dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), organisée du 5 au 7 avril par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Al Akhawayn, en collaboration avec le collège ST Antonys de l'université Oxford sur le thème "culture populaire: espace public, mass média et consommation de masse", le conférencier, qui a traité du thème *"le raï, de la négligence locale à la reconnaissance internationale"*, a rappelé que cette musique a vu le jour au début du 20ème siècle à Oran pour exprimer des points de vue sur la résistance à l'occupation française et des questions tabous de la société. Le raï a évolué au fil des ans formant divers styles qui correspondent à des états de cette chanson, selon les époques, les interprètes et l'auditoire, a-t-il poursuivi, notant que le raï emploie la langue de tous les jours, celle des émotions, des sentiments, du rêve, bref un arabe vivant et évolutif compris par les jeunes et les âgés, a-t-il estimé. Loin d'ignorer la religion, la chanson raï a inclu la culture profane pour légitimer l'illicite, a-t-il expliqué, relevant qu'actuellement, on distingue le raï traditionnel, marqué par l'usage de la darbouka ou du bendir, et le raï moderne ou *"occidentalisé"*. Cette forme de chanson est beaucoup plus libre que celle des musiques classiques appréciées par la classe intellectuelle, a-t-il relevé.

M. Boumediene a également fait observer que les chanteurs de raï sont de plus en plus contraints d'inventer un langage codé leur permettant d'aborder des sujets inaccessibles tels les plaisirs de la vie, signalant qu'après les années 1960, le raï s'est développé et s'est ouvert sur de nouveaux instruments comme violon, accordéon, luth et guitare acoustique.

Le raï music était considéré longtemps comme une chanson vulgaire et inécoutable en famille et n'avait pas droit de cité à la radio et la télévision, a-t-il assuré, ajoutant qu'à partir de 1985, le raï a été reconnu en tant que chanson officielle à travers la création du premier festival du raï à Oran. Il a aussi souligné, en outre, que la médiatisation du raï depuis les années 1980 de par le monde correspondait à un phénomène de société, indiquant que son succès en France a ouvert la voie à une nouvelle génération d'artistes de l'immigration ce qui a, selon lui, a permis l'émergence de nouveaux chanteurs et de nouveaux groupes métissant le raï avec d'autres et influences (funk, reggae, etc). La chanson raï continue à expérimenter de nouveaux styles et d'autres genres musicaux, particulièrement le hip-hop et le mouvement rap, pour garder son esprit originel de contestation sociale, a-t-il conclu. Cette manifestation culturelle a porté sur l'examen de plusieurs thèmes, à savoir "authenticité et identité", "utilisation et vente d'héritage", "impact du tourisme de masse", "les influences des cultures populaires du moyen orient et d'Afrique sur d'autres culturelles", *"l'utilisation de nouvelles technologies des médias et leur impact sur la culture"* et *"le produit culturel"*.

Au même titre, le blues, le jazz et plus tard le zouk ont permis une certaine reconquête ainsi que l'affirmation d'une identité culturelle pour les fils et filles d'esclaves. L'Afrique du Nord est très certainement sur la voie de son émancipation. S'il est vrai que la musique adoucit les mœurs, nous espérons que le message du Raï parviendra à tous les dirigeants du continent africain.

Pendant ce temps, plus au Sud…

Le "Hip Life" ghanéen fait fureur au Togo...

Le nouveau genre musical ghanéen, le "Hip Life", fait fureur actuellement à Lomé et concurrence sérieusement les nouveautés musicales ivoiriennes et congolaises, constate-t-on dans la capitale togolaise.

Au top des hit-parades à Lomé, les chansons "Ahumka wom" du groupe VIP, "16 years" de MZBEL, "Tofee" de Castro Destroyer et "Tuabodom" de Nkasei font vraiment fureur tout en amenant les distributeurs et vendeurs de cassettes, CD et DVD à se frotter les mains.

"Les cassettes, CD et DVD des chanteurs ghanéens nous font faire de bonnes affaires. Il est possible d'écouler une cinquantaine de ces produits par jour, surtout s'il y a des nouveautés des stars en vogue tels VIP, MZBEL, Buk Bak, Castro Destroyer", affirme Issifou Alfa, vendeur ambulant au grand marché de Lomé.

Beaucoup plus tôt, dans les années 60, en pleine révolution rouge, la salsa béninoise et le High Life ghanéen avaient déjà envahi les pistes de danse au Bénin et au Togo. Hier la salsa, aujourd'hui le Hip life; l'émancipation des peuples du Togo viendra-t-elle de ses voisins? Dans tous les cas, si la musique est une preuve d'appropriation d'une certaine indépendance ou de libération, le travail reste à achever dans certains pays comme le Togo, le Gabon, le Tchad, la Centrafrique...

La Rédaction (http://www.afrology.com)

Festivités du 27 avril au Togo

Diaspora Togolaise en France
(ARECA, CAR, CDPA, CTR, CTSD, RNDP, UFC, …)
Dimanche 30 Avril 2006
Lieu : AGECA (Messe et Meeting-débat)
177, rue de Charonne – 75011 PARIS
(Métro : Alexandre Dumas ou Charonne)
de 12h30 à 18h30 - Contact : 06 65 37 01 66

CDLT à Lille
Conférence sur le Togo
Date: 29 avril - de 14h à 18h
au Chateau de Flers
Chemin du Chat Botté
59652 - Villeneuve d'Ascq - France

La fête de l'indépendance du Togo à Bruxelles

Jeudi 27 Avril 2006: Manifestation dans les rues de Bruxelles à l'occasion du 27 avril 2006
à partir de 12h - Devant la Commission Européenne
Samedi 29 avril 2006: Les jeunes acteurs et témoins de la récente histoire du Togo s'expriment à l'espace Marx à Bruxelles

maurice_mouta@yahoo.fr

SOCIÉTÉ

L'Afrique sub-saharienne manque d'agents de santé...

Le continent connaît une pénurie de personnel médical selon l'OMS

Les maux dont souffrent l'Afrique sub-saharienne sont divers et elle ne semble pas près d'en guérir. Trente-six pays africains sur 57 à travers le monde connaissent une "pénurie aiguë" de personnel médical, selon le rapport "Travailler ensemble pour la santé", publié ce vendredi, par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette pénurie est aggravée par l'eldorado que représentent les pays riches pour les agents de santé africains.

Trente-six pays Afrique subsaharienne, excepté quelques uns d'Afrique australe, connaissent une "pénurie aiguë" de personnel médical. C'est ce que révèle l'étude "Travailler ensemble pour la santé" publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à l'occasion de la célébration, ce vendredi 7 janvier, de la Journée mondiale de la santé. Les cinquante-sept pays, dont certains en Asie du Sud-Est, concernés par le rapport auraient besoin de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes.

Des ressources humaines nécessaires pour assurer des services médicaux vitaux comme la vaccination des enfants, les soins prénatals et obstétricaux ou encore le traitement du sida, du paludisme et de la tuberculose. A cela s'ajoute le personnel d'appui qui fait monter le déficit en personnel médical à 4,3 millions de personnes. "On ne forme et on ne recrute pas assez d'agents de santé là où ils sont le plus nécessaires, a indiqué le Dr Timothy Evans, sous-directeur général de l'OMS pour expliquer cette situation, et les professionnels qualifiés sont de plus en plus nombreux à émigrer dans des pays plus nantis pour un emploi mieux rémunéré, soit dans un pays voisin, soit dans un pays industrialisé riche".

Échapper à la pauvreté

Alors que l'Afrique est confrontée à de nombreux défis sanitaires, elle est incapable d'y répondre par manque de ressources humaines adéquates. Elle compte à l'heure actuelle 2,3 agents de santé pour 1 000 habitants, un chiffre très en deçà de la moyenne mondiale qui se situe à 9,3 pour 1 000. De même, les États-unis qui rassemblent 37% des agents de santé disponibles sur la planète ne doivent faire face qu'à une charge de morbidité de 10 % alors que l'Afrique noire, dont cette charge est estimée à 25%, ne dispose que de 3% du personnel médical mondial.

Ce manque est aggravé par un exode important de médecins et d'infirmiers formés en Afrique sub-saharienne, respectivement en moyenne de 23% et de 4%, vers les pays développés. La recherche d'une meilleure rémunération - les salaires sont 15 fois supérieurs en Occident selon l'étude de l'OMS - et le souci d'évoluer dans des conditions de travail plus optimales sont les principales raisons qui motivent les agents de santé à opter pour l'expatriation. Ils échappent ainsi au manque de moyens techniques, à l'accès difficile aux médicaments, à la surexposition à des maladies dangereuses et à la violence. En somme, à la misère de leurs pays qu'ils aggravent malgré eux.

Afrology
Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur http://www.afrology.com

L'Afrique aura encore besoin de l'aide extérieure

Cependant, le rapport 2006 de l'OMS ne fait pas état "que des problèmes", note le Dr Carmen Dolea du département Ressources humaines pour la Santé de l'OMS, qui a participé à la réalisation de cette étude. *"Il propose également des solutions à mettre en œuvre dans les dix prochaines années".* La clé de voûte de ce dispositif est la mise en place d'un partenariat entre les acteurs de santé et leurs différents partenaires, et ce à tous les niveaux de la carrière de l'agent de santé, à savoir de sa formation initiale à sa retraite. Le rapport propose aussi "que 50 % de tous les nouveaux fonds que les donateurs alloueront à la santé soient consacrés au renforcement des systèmes de santé, et 50 % de cette part à la formation, à la fidélisation et à l'entretien du personnel sanitaire".

Lire aussi sur Afrology.com

- Mondialisation et fuite des cerveaux (Mohamed Dioury)
- Cerveaux africains: la fuite continue (Nations Unies)
- Récurrence de l'immigration clandestine (Korh)

Cette mesure pourrait pallier la pauvreté des États africains qui offrent néanmoins, dans la majorité, des services de santé par le biais de structures publiques. *"Pour combler le déficit actuel en personnel médical que connaissent les 57 pays de l'étude, indique le Dr Dolea, il faudra accroître les dépenses de santé de dix dollars par habitant et par an dans les vingt prochaines années, selon les estimations des économistes de l'OMS".* Une charge financière supplémentaire, que l'organisation internationale pense supportable, bien que les États soient déjà fortement endettés.

Falila Gbadamassi

PUBLICATIONS

Littérature Féminine Francophone d'Afrique Noire. *Ed. L'Harmattan*

L'analyse des œuvres peut être lue comme un sociogramme, c'est-à-dire une description du rôle de la femme dans son contexte social. L'auteur décrit les diverses coutumes africaines qui jouent un rôle essentiel sur le destin de la plupart des protagonistes. La polygamie, le lévirat (l'obligation pour la veuve d'épouser le frère du mari) se métamorphosent sous la plume des écrivains-femmes comme un véritable frein au plein épanouissement des héroïnes littéraires. L'impact des religions sur un fond d'animisme, le recours à la sorcellerie pour résoudre les problèmes matrimoniaux semblent une constante dans toute l'Afrique si l'on se réfère aux romans analysés. Les romancières, en observatrices perspicaces, campent le portrait de personnages-types que sont la "dryanké", (Sénégal) ces femmes du monde à mi-chemin entre la courtisane et la femme d'affaires, les „"deuxième bureau", synonymes de maîtresses du mari et les ravages qu'elles causent au sein des foyers, les "badjeen", les sœurs du mari qui forcent l'hospitalité, la fameuse "téranga", ces femmes qui font de l'épouse leur éternel souffre-douleur dans les romans sénégalais.

L'auteur souligne que dès ses débuts, la lettre est le genre qui va caractériser la littérature féminine francophone et que l'autobiographie semble dominer dans les romans.

Au sujet du féminisme africain qui se démarque de son homonyme occidental et de son langage agressif surtout par la primauté qu'il donne au besoin de complémentarité, l'auteur conclut que:

"L'on assiste ces dernières années à un mouvement qui se dessine en Afrique sous le nom de *"féminisme africain"* ou *"conscience de femme"* ou "womanism" pour les pays anglophones et où le concept de complémentarité intervient. Cette école de pensée ne rejette pas les acquis occidentaux. Elle s'inspire des cultures africaines où elle puise son inspiration, mais donne la primauté au concept de partenariat entre homme et femme. La lutte pour l'émancipation de la femme devient une lutte commune et non une confrontation. Elle n'est jamais dirigée contre l'homme, mais elle se fait avec l'homme" (p. 348).

Ibrahima Diouf

ÉCONOMIE

La Chine, le nouveau chantage

Longtemps présentée comme une menace et un élément de chantage auprès des différents gouvernements occidentaux, l'URSS ne fait plus recette aujourd'hui après la disparition du grand bloc communiste. Les régimes en crise sur le continent africain sont à la recherche de nouvelles monnaies d'échange; la Chine semble ici toute indiquée, instrumentalisée dans cette lutte pour un peu plus de reconnaissance... La réalité sur le terrain est que personne ne veut d'un téléphone portable en provenance de Dubaï, présenté comme un pis-aller. A quand la mise en place d'une norme dans les États africains mal gérés?

La présence chinoise au Togo est peu visible, cependant, son apport à l'évolution socio-économique de ce pays, qui traverse une crise socio-politique d'une quinzaine d'années, se fait de plus en plus grandissant et déterminant. Des sources concordantes,70 petites et moyennes entreprises chinoises ont investi 20 millions de dollars dans l'établissement de compagnies touchant quatorze industries. Leurs chiffres d'affaires a atteint 40 millions de dollars américains, stimulant la croissance des échanges bilatéraux entre la Chine et le Togo.

Aujourd'hui au Togo, les produits chinois, vestimentaires et pharmaceutiques, qui avaient une audience médiocre ont terminé par convaincre et sont devenus prisés alors que le commerce avec la Chine devient florissant. Il est de nos jours communément acceptable dans toutes les catégories sociales de porter un produit chinois sans un assez grand complexe, en raison de la qualité de plus en plus bonne reconnue à certains des tissus et autres produits.

A cet effet, le monde des consommateurs s'est en conséquence élargi avec une population togolaise qui a vite augmenté pour atteindre 5 millions de personnes. Pendant ce temps, le Togo est devenu un véritable carrefour des commerçants des pays de la sous- région ouest africaine qui en font une destination ou pays de transit.

Le commerce avec la Chine s'est précipitamment accéléré avec un intérêt porté aux pagnes imprimés dont les qualités ne sont plus si loin des originaux. On a toujours estimé que les produits chinois copiés sur les modèle existants sont douteux mais au file des années les imitations se sont révélées à perfection.

A ce commerce s'ajoute le marché des portables, au début développé avec Dubaï. Mais la Chine reste une grande destination pour les importateurs des appareils électroménagers. Bon nombre de Togolais se sont vite transformés en commerçants multipliant les voyages d'affaires sur la Chine, inondant le marché de produits à prix abordable dont raffolent les consommateurs. Il faut rappeler que les produits en question ne répondent à aucun standard international et sont souvent interdits d'entrée en Europe (ndlr).

L'aspect véritablement visible du développement du commerce entre la Chine et le Togo reste celui des motos. Presque toutes les marques chinoises de moto sont dans les rues de Lomé où des industries de fabrication ont visiblement des représentations commerciales ou des sociétés qui se sont spécialisées en import- export.

Les prix des motos ont beaucoup chuté, les nouvelles marques apparues sont accessibles entre 200.000 FCFA et 400.000 FCFA, imposant une baisse considérable des prix des moto YAMAHA Mate dont les prix ont flambé jusqu'à près de 700.000 FCFA après 1992. En fait la contribution chinoise à l'économie togolaise se traduit par la présence des industries chinoises dans la Zone franche et à travers des prêts accordés par ce pays au Togo contre toute notion d'éthique. Outre un Complexe sucrier à Anié installée depuis plus d'une quinzaine d'année, on compte l'installation de l'industrie pharmaceutique Tong Mei (TM) et autres usines dans la zone franche.

Des sources confirment que les sociétés Huawei et Bell Shanghai négocient avec les compagnies de télécommunication et de téléphone mobile du Togo des projets d'élargissement des réseaux de téléphone fixe et mobile. La valeur des contrats pourrait atteindre 300 millions de yuans, a-t-on indiqué.

Sans vraiment se rendre compte d'une présence chinoise qui s'impose avec le temps, les Togolais reconnaissent dans leur majorité les fruits de la coopération entre les deux pays qui a fait bénéficier à beaucoup de ministère des dons en ordinateurs et matériels informatiques et aussi à la Commune de Lomé des matériels d'assainissement. Il serait tout de même intéressant, au-delà de la théorie, d'effectuer une étude d'impact de ces investissement sur la population locale.

De grandes réalisations sont à l'actif de cette coopération Sud-Sud, notamment la construction du nouveau palais de la présidence en finition, la construction du seul grand stade du pays à Kégué dans la banlieue nord de la capitale, la construction du palais des Congrès de Kara et de centre hospitalier dans le nord.

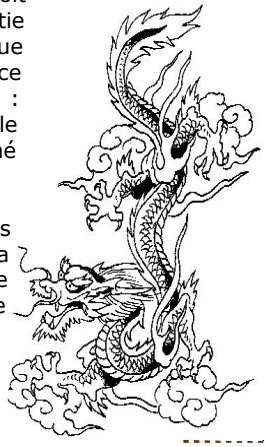
Et en décembre 2005 la société financière ZHONG JIA International, basée à Hong Kong, a signé avec la Communauté électrique du Bénin(CEB), une compagnie de production d'électricité commune au Togo et à la République du Bénin, une convention de financement de 187 milliards de francs CFA, soit 300 millions d'euros, pour l'extension du réseau des installation et la construction d'un barrage.

Superpuissance émergente et duperie

La Chine se fiche des notions de "droits de l'homme" et "démocratie". L'Afrique est devenue l'un des tremplins de la "superpuissance émergente", avec ses deux ressorts obsessionnels : l'affirmation de l'autorité chinoise sur Taïwan et la fierté de poser en contrepoids aux États-unis.

Pour le régime et sa propagande, la partie d'échecs diplomatique avec Taïwan compte autant que les barils de brut. L'Afrique est un terrain idéal pour compter les points. Au Liberia, pays qui a renvoyé l'ambassadeur de l'île rebelle pour reconnaître la République populaire en 2003, Li Zhaoxing trouvera une tribune de choix. Il assistera lundi à la cérémonie d'investiture de Mme Ellen Johnson-Sirleaf, première Africaine devenue présidente par les urnes.

L'arrivée du ministre Li aujourd'hui au Sénégal sera plus souriante encore : c'est la meilleure prise en attendant, un jour, le Vatican. Dakar a rompu avec Taïwan en octobre, afin de mettre ses ambitions diplomatiques *"en accord avec la nouvelle donne géopolitique"*. La formule doit remplir d'aise le chef de la diplomatie chinoise. A ce jour, il ne reste plus que six pays africains de moindre importance pour entretenir des relations avec l'île : le Burkina, la Gambie, le Malawi, le Swaziland, le Tchad ainsi que Sao Tomé et Principe.



Avec les États-unis et les anciennes puissances coloniales que sont la France et la Grande-Bretagne, la partie africaine reste encore feutrée. Mais le conflit d'intérêts est tangible.

Suite Page 7

ÉCONOMIE ...coopération Afrique-Chine... (suite)

L'originalité et la rupture souple dont il est question pourraient consister à ne plus se contenter seulement de laisser l'Union africaine aller discuter seule avec la Chine au nom du continent, ou des chefs d'État africains aller signer des accords bilatéraux sans référence aux intérêts régionaux et continentaux… Non, il est temps maintenant d'inviter le Président chinois Hu Jintao et l'ensemble des gouverneurs de provinces chinoises à un sommet sino-africain avec non seulement les représentants des États africains mais surtout les représentants des acteurs économiques y compris les organisations non gouvernementales. A défaut, la coopération chinoise se résumera à du troc sans véritable transfert de valeur ajoutée et de savoir-faire pour les Africains et Africaines. Enfin, il importe d'augmenter le nombre d'étudiants et de chercheurs africains qui se spécialiseraient sur les secteurs où excelle la Chine…

Quel rôle pour le secteur privé et les populations ?

Les officiels africains devraient se méfier des chiffres flatteurs du volume des échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains. En effet, avec 37 milliards de dollars en 2005, l'Afrique est en perte sèche en termes de création de valeur ajoutée. La Chine importe des matières non transformées et exporte des produits à forte valeur ajoutée ; des percées sont notables dans la haute technologie, les nouvelles technologies, l'électronique et les machines. Bien sûr, en contrôlant les équipements de production dans le secteur coton, textile et habillement, la Chine est devenue incontournable… Les femmes commerçantes du Togo, les fameuses "Nana-Benz" ou plutôt celles qui ont pris la relève des parents, se plaignent qu'elles n'ont pas le temps de proposer des idées sur un modèle pour un produit textile que, dans les 3 semaines, le pagne est déjà sur le marché, fabriqué en Chine et réexporté vers l'Afrique. Faut-il en déduire que l'espionnage économique chinois semble bien fonctionner ?

Faut-il privatiser les relations Afrique-Chine ?

Que les dirigeants africains ne s'y trompent pas ! La Chine se développe en utilisant les matières premières africaines. Les dirigeants doivent en profiter pour développer le continent en donnant les chances aux générations futures de ne pas être de simples spectateurs dans le monde. Il faut espérer que le nouveau partenariat Afrique-Asie de 2006 permettra de clarifier la nouvelle grammaire des échanges sino-africains sans que celle-ci ne se limite à privilégier exclusivement des accords sur l'approvisionnement en matières premières et un avantage cumulatif en termes d'influence diplomatique dans les enceintes internationales.

Le tiers-mondisme chinois demeure malgré tout un paravent bien commode pour faire des affaires qui ne profitent pas toujours à la population. La politique africaine de la Chine reste toutefois basée sur une approche d'État à État. Il n'y a en fait rien sur le secteur privé et les échanges de "peuple" à "peuple" sont bien circonscrits. Ils consistent souvent à envoyer des volontaires chinois servir en Afrique pour mieux "comprendre" comment y faire des affaires. A quand les volontaires africains envoyés en Chine, ne serait-ce que pour apprendre le mandarin, ramener des technologies et du savoir-faire et de l'innovation permettant de démultiplier les énergies mal utilisées et mal coordonnées en Afrique et dans la Diaspora ?

Les responsables chinois, sous les apparences de coopération *"gagnant-gagnant"* ne doivent pas laisser l'éthique, les droits humains et la liberté et l'autodétermination des peuples africains sur le bas côté du commerce et des échanges. En effet, l'augmentation des achats d'armes et de munitions en provenance de la Chine, ceci à des conditions particulièrement avantageuses accordées aux États, à des milices ou aux armées privées, n'est pas étrangère à la difficile émergence de la démocratie dans certaines parties de l'Afrique. La Chine ne peut rester muette sur ce sujet.

La nouvelle coopération entre l'Afrique et la Chine ou, entre l'Afrique et l'Asie en général, se doit de servir en priorité les intérêts des populations et non pas simplement les intérêts des dirigeants africains et chinois qui poursuivent chacun leurs intérêts bien compris. L'arrivée de nouveaux dirigeants africains mettant l'accent sur l'éthique, l'intégrité, la coopération au service des populations devrait permettre graduellement de changer la donne et qui sait… amener la Chine à promouvoir la démocratie et les libertés au même titre que l'économie et le commerce.

Par Yves Ekoué Amaïzo

Afrology

Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur http://www.afrology.com

SOCIÉTÉ La chine, le nouveau chantage. (suite)

Importations

La Chine tire déjà du continent quelque 30% de son pétrole importé: Soudan, Angola, Congo surtout et Nigeria bientôt. Les États-unis, au même moment, se tournent vers le sud du Sahara pour diversifier leurs ressources, c'est-à-dire vers l'Angola, le Nigeria ou la Guinée équatoriale. Dans dix ans, le golfe de Guinée devrait fournir 25% du pétrole américain importé, contre 15% aujourd'hui.

Entre les deux grands consommateurs d'énergie, c'est déjà la guerre des mots. A Washington, une commission du Congrès a reproché cet été à Pékin *"d'investir à pieds joints"* dans l'industrie pétrolière du Soudan, en fermant les yeux sur les excès du régime islamiste. De fait, la Chine s'est abstenue l'an dernier de voter au Conseil de sécurité un texte qui aurait permis à la Cour pénale internationale de se saisir enfin des violences meurtrières au Darfour.

Avec Khartoum ou Abuja, comme avec Téhéran ou Pyongyang, les entreprises chinoises et la direction communiste sont sans état d'âme. Même s'il est un peu trouble, le prisme Nord-Sud reste à Pékin le meilleur moyen pour nouer des alliances profitables et damer le pion aux Occidentaux.

Conclusion

Le pouvoir togolais, en mal de bonne-gouvernance, est le seul à se laisser duper et à utiliser l'argument chinois pour tenter de rallier la cause des métropoles perdues. Une histoire de l'arroseur arrosé. Ce qui reste inquiétant par contre, c'est le soutien aveugle de cette nouvelle puissance aux autorités militaires du continent africain. Qui a parlé de poudrière?

La Chine semble donc faire fi de tout prncipe humanitaire; elle fait des affaires. Les retombées pour la population civile reste à démontrer. Pour des travaux de génie civil, elle importe jusqu'aux employés sans qualification; elle ne cherche pas à s'appuyer sur les compétences locales. Dans un pays producteur de béton comme le Togo (avec CIMTOGO), les travaux sont effectués du ciment directement importé de Chine. Inutile ici de rechercher les élites africaines au sein de leurs équipes.

Le titre aurait pu être: La Chine: le miroir aux alouettes.

Source: Internet - Commentaires: Gustav Ahadji

Afrology La France soutient Idriss Déby...

Dernière minute...

Dans la nouvelle crise que traverse le Tchad, la France s'est attachée à manifester un soutien appuyé au régime d'Idriss Déby, sans qu'il apparaisse clairement, à ce stade, quel rôle les troupes françaises ont pu jouer dans la déroute de l'attaque rebelle sur N'Djamena.

L'affaire a été gérée, à Paris, par l'Elysée et l'état-major des armées. Le président Jacques Chirac s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président tchadien par téléphone. Il a aussi eu des échanges avec le dirigeant congolais Denis Sassou Nguesso, président de l'Union africaine.

Préférant passer sous silence les faiblesses avérées du régime tchadien, qui, avant l'attaque sur N'Djamena, avait déjà fait l'objet, le 14 mars, d'une tentative de coup d'État, et qui, en 2005, avait subi le contrecoup d'une série de défections dans l'armée, les responsables français s'en tiennent à une ligne d'appui à un pouvoir qu'ils jugent légitime.

Afrology L'Afrique en chiffres: Bénin

	Population	Mortalité	Fécondité	Espér. vie
Monde	6.477 M	9	2,7	H65 - F69
Afrique	906 M	15	5,1	H51 - F53
Bénin	8.4 M	13	5,9	H53 - F55

On considère à Paris qu'il n'y a pas d'alternative crédible à Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, et que les rebelles armés, notamment leur composante la plus active, le Rassemblement pour la démocratie et la liberté, emmené par un ancien militaire, le capitaine Mahamat Nour, forment un groupe particulièrement violent qui entretient des liens douteux avec le Soudan voisin. Celui-ci, jugent des diplomates français, mène une politique délibérée de déstabilisation de la région.

Une zone fragile

La présence de janjawids, ces groupes armés appuyés par le pouvoir soudanais qui sèment la terreur au Darfour, serait avérée parmi les rebelles actifs au Tchad, affirme-t-on de source française. Le Soudan a toujours démenti toute implication dans l'offensive armée rebelle survenue au Tchad, qu'il a qualifiée d' *"affaire interne"*.

Alors que les combats éclataient au Tchad, la France a cherché à rallier des soutiens, sur la scène internationale, au pouvoir d'Idriss Déby, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a dénoncé jeudi *"toute tentative de prise de pouvoir par la force"*. On comptait, de source française, sur l'appui des dirigeants africains de la région. Toute déstabilisation du Tchad aurait, soulignent les diplomates français, de graves répercussions dans une zone déjà fragilisée par de lourdes tensions.

La France entretient longtemps des relations "amicales" avec le dirigeant tchadien, et ne voit pas de raisons de *"changer son fusil d'épaule"*, constatent des diplomates. Paris dit se tenir prêt à évacuer les 800 à 1 500 Français recensés au Tchad par les services consulaires. Le dispositif Epervier, déjà conséquent puisque fort de 1 200 hommes appuyés par plusieurs hélicoptères et 6 Mirage F1, a été renforcé par le déploiement supplémentaire d'une compagnie de 150 hommes venus de Libreville. L'état-major à Paris, *"préoccupé par la situation au Tchad"*, communique a minima : *"Les forces françaises au Tchad ne sont pas impliquées dans les combats, dit-on, et nous nous limitons à un soutien de renseignement"* au régime.

Jusqu'où ira ce soutien? *"Autorisation de tir a été donnée aux soldats d'Epervier"*, confie une source informée. Dans quel cadre ? Avec quelles règles d'engagement ? Impossible d'avoir la moindre précision.

Un pays sous tutelle militaire

Depuis les années 80 et la mise en place du dispositif Epervier, le Tchad est un pays placé sous tutelle militaire de la France. L'arrivée au pouvoir d'Idriss Deby, parvenu à N'Djamena au terme d'un périple encadré et supervisé de bout en bout par Paris, n'a été que la confirmation de cette réalité tenue pour une évidence par tous les experts.

Physiquement, cette réalité se traduit sur l'aéroport de N'Djamena tenu, d'un côté de la piste, par les autorités tchadiennes et, de l'autre, par les hommes du dispositif Epervier. Elle se traduit également dans les faits par l'indispensable recours de N'Djamena aux compétences du dispositif français. L'armée tchadienne doit-elle partir, comme cela a été le cas hier, à l'assaut de la ville de Mongo tenue depuis mardi par des rebelles ? Il convient de s'assurer de disposer d'hélicoptères ravitaillés et en état de fonctionnement, donc... L'armée tchadienne a-t-elle besoin d'avoir une idée des mouvements de la rébellion ? L'apport en renseignement des Mirage F1 français s'avère indispensable. Le *"soutien de renseignement"* est admis par Paris. Jusque quand cette dépendance?

La rédaction

Annonces - Agenda avec Africinfo

18-03/02-05-2006 - Togo - Cinéma - Rencontres du Cinema et de la Télévision (Recitel).

13/18-05-2006 - Congo - Festival de Danse Traditionnelle

22-04-2006 - Sénégal - Festival ''Music Ebene'. Les organisateurs du festival "Music Ebène" font dans la continuité. La lutte contre le Paludisme reste leur priorité !

14/20-05-2006 - Tunisie - Musique, festival du Festival de la Musique Africaine - Les musiciens sénégalais Youssou Ndour, Ismaela LO et le Groupe Wa Flash figurent dans le programme de la première édition.

30-02/07-05-2006 - Senegal, festival de musique du Festival Banlieue Rythme

Contacts: africinfo@africinfo.org

Liens

Afrique Info - www.africinfo.org
Regroupement humanitaire - www.rmaplus.org
Africatime – Afrique sur internet - www.africatime.com
Business - Portail Afrique et Maghreb - http://www.2abp.com
African British Business - www.africanbritishbusiness.org
Famafrique - Internet pour les femmes - www.famafrique.org

Think Tank Afrology: Yves Ekoué Amaïzo - Médard Amévi Atiopou - Gustav A. Ahadji - Korh - Spero Noviti Houmey - Urbain Atchon - Noël Kodia…

Siège : Bruxelles
webmaster@afrology.com
Internet : http://www.afrology.com